

Divergences et représentation dans les mondes agricoles : le mouvement des agriculteurs de 2024

SYNTHÈSE

Le mouvement des agriculteurs du début de l'année 2024 a été un événement politique majeur. Son interprétation est un enjeu clé pour guider les politiques publiques des années à venir. A l'aide de nombreuses sources exclusives, notamment des études d'opinion quantitatives et qualitatives auprès des agriculteurs eux-mêmes, cette note en propose une analyse. Se baser sur des telles enquêtes nous assure que la voix de la majorité silencieuse agricole soit bien prise en compte.

Les revendications de fond des agriculteurs, telles qu'en témoignent les enquêtes réalisées, sont avant tout centrées sur des enjeux économiques et de revenu. En effet, cet enjeu est cité comme une inquiétude par 53% d'entre eux. Le changement climatique fait également partie de leurs préoccupations majeures, les agriculteurs se déclarant déjà, pour 74% d'entre eux, victimes de ses conséquences.

Alors que ce sujet a pu faire polémique médiatiquement, le principe de la transition écologique fait largement consensus dans les mondes agricoles. 62% des agriculteurs interrogés y voient une nécessité et 23% y perçoivent même une opportunité. Seuls 15% y sont opposés.

La diversité des mondes agricoles est une clé d'analyse essentielle pour comprendre leur mouvement. En effet, les différences entre agriculteurs sont de plus en plus nombreuses. Les exploitations sont de plus en plus spécialisées, les écarts entre grandes et petites exploitations grandissent et les différences régionales s'exacerbent, notamment du fait des impacts différenciés du changement climatique.

Cette diversité croissante complexifie la représentation des mondes agricoles et met en tension une représentation monolithique. Cela se traduit par un sentiment de malreprésentation, voire de représentation biaisée, d'une large partie des agriculteurs. Cette défiance se traduit par une participation de plus en plus faible aux élections de chambres, mais aussi par l'émergence de nouvelles organisations, syndicales ou non, représentant des parties spécifiques des mondes agricoles.

Ces enjeux et cette diversité se sont exprimés à travers les trois temps de la mobilisation :

- **un premier temps, dont le représentant central est Jérôme Bayle.** Cette phase, largement asyndicale, occitane et centrée sur les préoccupations des éleveurs, s'est achevée par une réponse gouvernementale centrée sur des mesures catégorielles et régionales ;
- **un second temps, dont le représentant central est Arnaud Rousseau, président de la FNSEA.** Cette phase est très différente de la première, dans la base mobilisée (plus francilienne, plus céréalière) comme dans ses demandes (centralité des enjeux de norme, apparition des enjeux phytosanitaires ou retraites) qui correspondent davantage aux attentes des représentants de la FNSEA et de leur base sociale. Cette phase s'achève par une réponse gouvernementale centrée sur les demandes de la FNSEA ;
- **le troisième temps est protéiforme et sans représentant clair. Ses demandes se concentrent sur les enjeux de revenu, point crucial pour les mondes agricoles.** Il culmine au Salon International de l'Agriculture, où Emmanuel Macron, constatant que la base du mouvement est toujours mobilisée, annonce des prix planchers, afin de garantir un revenu aux agriculteurs.

A travers ce mouvement, **ce sont plusieurs parties des mondes agricoles qui se sont exprimées, avec des attentes différentes.** La multiplicité des interlocuteurs du gouvernement selon les phases du mouvement, comme la diversité des demandes exprimées, témoignent de la complexité croissante de gouverner les mondes agricoles.

Pour finir, ce mouvement était également un appel à une meilleure reconnaissance des agriculteurs par la société, soulignant la nécessité d'un renouveau du dialogue entre eux et le reste de la population.

Introduction

En janvier et février 2024, un grand mouvement social d'agriculteurs a eu lieu en France, dans le prolongement de mouvements similaires dans d'autres pays européens, notamment en Allemagne, aux Pays-Bas et en Pologne. Ce contexte européen, le caractère inattendu du mouvement, le fait qu'il se déroule quelques jours après la nomination d'un nouveau Premier ministre et à quelques mois des élections européennes en ont fait l'objet politique central du premier trimestre 2024 en France.

Quelques mois après la phase la plus intense du mouvement en France, il semblait important de revenir sur ce dernier, pour en analyser les causes et en tirer les conséquences. Cette analyse s'appuie principalement sur un travail d'enquêtes d'opinion quantitative et qualitative auprès des agriculteurs, afin de recueillir le point de vue de tous

les agriculteurs, y compris leur majorité silencieuse. Ces enquêtes ont été complétées par plusieurs échanges avec des acteurs académiques et observateurs des mondes agricoles, ainsi qu'une analyse médiatique de la séquence.

A l'aide de ces différentes sources, dont beaucoup sont publiées pour la première fois¹, cette analyse se concentre sur ce mouvement, ses revendications et les stratégies de ses acteurs. En effet, si ce mouvement avait un caractère soudain, il était aussi l'expression de nombreux enjeux sous-jacents qui traversent les mondes agricoles français et leur gouvernance depuis de nombreuses années. C'est par ces enjeux sous-jacents, facteurs de compréhension clés du mouvement, qu'il faut débiter.

Enjeux et représentations de mondes agricoles de plus en plus divers

Quels sont les enjeux prioritaires des agriculteurs ?

Via des enquêtes quantitatives, il est possible d'identifier les principales sources d'inquiétude des agriculteurs.

i) L'économie des exploitations, inquiétude primordiale : *“on se bat tous les jours pour avancer, pour y arriver, mais je n'ai rien à la fin du mois”*

A l'initiative de Parlons Climat, Terra Nova et du Collectif Nourrir l'institut BVA Xsight a réalisé un sondage quantitatif auprès des agriculteurs en novembre 2023,² soit quelques semaines avant le début du mouvement. Les préoccupations majeures des agriculteurs étaient alors les suivantes :

- celles liées au revenu et contexte économique étaient citées par 53% des répondants (avec en tête l'augmentation des coûts, l'instabilité des marchés et les prix de vente insuffisants) ;
- celles liées aux normes, aux politiques publiques et aux contrôles étaient cités par 35% des répondants (avec en tête les lois et normes encadrant les pratiques ainsi que les contrôles) ;
- celles liées au contexte climatique et à la vulnérabilité environnementale arrivaient en troisième position, citées par 25% des répondants (avec en tête le dérèglement climatique et ses conséquences) ;
- le manque de considération et de reconnaissance arrivait en 4ème position, cité par 19% des agriculteurs interrogés.

On le voit donc, l'enjeu économique et du revenu prime largement devant celui des normes et de leur application, suivi de l'enjeu du changement climatique et ses impacts. Une étude que menée en mai 2022 auprès de la population agricole identifiait les mêmes préoccupations : les enjeux essentiels étaient économiques, liés au revenu et aux charges. Le changement climatique nourrissait une inquiétude majeure, bien plus importante que les contraintes spécifiquement liées à la réglementation environnementale.³

ii) La transition vers une agriculture plus durable, un principe consensuel : *“on va vers une agriculture plus durable et ça c'est le bon sens”*

Ces enquêtes informent également plus précisément sur le rapport des agriculteurs à la transition vers une agriculture plus durable :

- 62% des agriculteurs interrogés pensent que la transition écologique est une nécessité avec laquelle il faut faire et 23% y voient une opportunité. Seuls 15% y sont opposés, un segment en moyenne plus âgé,⁴
- 82% étaient favorables à des aides qui encouragent la préservation de la qualité des sols, des ressources en eau et en biodiversité (faune et flore),⁵
- 74% d'entre eux déclaraient déjà, en 2022, que le changement climatique avait une incidence forte ou assez forte sur leur production.⁶

Ces études montrent donc un large soutien à la transition vers une agriculture plus durable de la part d'agriculteurs qui sont parmi les premières victimes directes du changement climatique.

Pour autant, certaines mesures à impact environnemental crispent les mondes agricoles car elles leur apparaissent comme peu connectées au terrain, non applicables, voire infantilisantes.⁷ Comme le disait un agriculteur interrogé : *“Nous, on le vit le changement climatique, les gens qui vont nous dire quoi faire et qui n'ont rien essayé avant, ils sont pas crédibles”*.⁸ Ce reproche de déconnexion vient interroger la manière dont la norme est édictée, et les parties prenantes de ces processus. En effet, c'est l'objectif même de la co-gestion des politiques publiques agricoles, via la représentation syndicale notamment, que d'obtenir des normes mieux adaptées à la réalité du terrain.

Cependant, comme le montrent les chiffres des études citées, remettre en question une norme ou règle spécifique ne signifie pas remettre en cause une direction générale : la nécessité de la transition vers une agriculture plus durable est largement consensuelle dans les mondes agricoles. Un parallèle intéressant peut ici être établi avec le rapport de la population générale à la transition écologique : un soutien fort, pour peu que les mesures soient perçues comme justes et efficaces.⁹

Après ce premier regard sur les attentes des agriculteurs en général, essentiel pour comprendre le mouvement de janvier et février 2024, il faut plonger dans la diversité des mondes agricoles et de ses représentants pour pouvoir le comprendre.

La diversité agricole, tensions autour de la représentation

i) La croissante “montée en diversité” des mondes agricoles : “le viticulteur de l’Hérault ne va pas avoir le même besoin que le céréalier de la Beauce”

Comme l’indique le sociologue François Purseigle, on assiste à une “montée en diversité” des mondes agricoles.¹⁰ Cette diversité croissante est qualifiable de plusieurs manières :

- des exploitations de plus en plus spécialisées :
 - la part des exploitations en polyculture et/ou polyélevage, majoritaires dans les années 1950, représente maintenant à peine 10% des exploitations;¹¹
 - plus récemment, entre 1988 et 2020, la part d’exploitations ayant une seule production significative est passée de 19% à 35% ;¹²
 - cette disparition progressive des exploitations les plus pluri-productions et la spécialisation accrue des exploitations diminuent de fait les intérêts communs entre ces différentes exploitations ;
- des disparités croissantes entre types de cultures :
 - le revenu moyen par actif non salarié sur la période 2010-2019 est en moyenne de 18600 euros pour les éleveurs de bovin-viande contre 39 100 pour les éleveurs porcins;¹³
 - le mode de distribution et de rémunération et de fixation des prix est différent par exemple entre des céréaliers, qui s’inscrivent majoritairement dans un marché mondial dont les prix sont fixés en bourse , des éleveurs bovins lait, dont les prix sont majoritairement fixés dans le cadre de négociations de filière, et les apiculteurs, qui vendent essentiellement en direct¹⁴ et peuvent donc fixer leurs prix;
 - l’exportation est un enjeu différent selon les filières: 50% des céréales produites en France sont exportées directement, contre moins de 20% de la viande de bovin ;¹⁵
 - cette diversité de niveau de revenu, de mode de distribution et de liens aux marchés internationaux, engendre des intérêts et des pouvoirs de marché différents aux différentes productions ;
- l’écart entre les petites et grandes exploitations est de plus en plus important :
 - 25% des exploitations, les plus grandes, emploient

61% de la main d’oeuvre salariée totale, quand les 50% des plus petites exploitations en emploient 18%,¹⁶ les emplois se concentrant de plus en plus depuis les années 1970 ;

- en 2021, les subventions représentaient près de ⅓ de l’excédent des petites exploitations contre 27% pour les grandes ;¹⁷
- finalement, l’émergence de bassins de production spécialisés, du fait de spécificités géographiques ou économiques locales, ainsi que les impacts différenciés des changements climatiques accroît la différence entre agricultures régionales :
 - la Bretagne concentre par exemple la moitié des exploitations d’élevage porcin en France,¹⁸ l’Occitanie concentre près de 25% des fermes bio en France, 79% des exploitations agricoles franciliennes sont dédiées aux grandes cultures ;¹⁹
 - le gel tardif (ou floraison précoce), renforcé par les effets du changement climatique, est un enjeu majeur pour les productions végétales de certaines régions ; le développement de maladies telle que la MHE (la maladie hémorragique épizootique), rendu possible par le changement climatique,²⁰ touche avant tout le Sud du pays ; la sécheresse ou les incendies posent également des risques différenciés pour différentes régions.

Comme le déclarait un agriculteur interrogé “qu’on soit dans le Sud-Est, dans le Sud-Ouest, ou toute la partie Nord-Est ou Nord-Ouest, le climat est complètement différent. Donc c’est compliqué de répondre aux besoins exacts de chacun. Le viticulteur de l’Hérault ne va pas avoir le même besoin que le céréalier de la Beauce.”²¹

Cette perception de la diversité des mondes agricoles, et c’est probablement une nouveauté, émerge plus largement dans l’opinion. Dans une étude réalisée en 2021 par Verian (ex-Kantar) on apprenait que :²²

- 82% des Français interrogés soutenaient que l’agriculture est très variée, recouvre des réalités très différentes ;
- Interrogés sur leur opinion de divers types d’exploitations agricoles, 87% avaient une bonne image des petites exploitations agricoles, contre 43% pour les grandes ;
- De la même manière, si les opinions étaient toutes largement positives, 87% avaient une bonne image des apiculteurs, 68% des céréaliers ;
- 88% des personnes interrogées souhaitaient maintenir ou augmenter les aides aux agriculteurs qui font des efforts pour réduire leur impact sur l’environnement, chiffre qui tombait à 43% pour les agriculteurs qui exportent la plupart de leurs produits à l’étranger.

Il apparaît que la diversité des mondes agricoles est perçue par l'opinion, son soutien évoluant selon le type d'exploitation ou de pratiques concernés.

Cette diversité croissante des mondes agricoles, objective et perçue par les agriculteurs comme l'opinion, pose une question essentielle : qui peut représenter ces mondes agricoles ?

ii) La difficulté à représenter la diversité des mondes agricoles : *“on a autant de systèmes que d'agriculteurs, donc c'est difficile d'avoir une représentation parfaite...”*

Historiquement, la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) était non seulement le syndicat majoritaire de la profession, mais également le seul reconnu comme représentatif par l'Etat de l'après-guerre jusqu'en 1981.²³ La Fédération, en laissant une large place à la fois aux territoires et aux filières en son sein, réussissait à maintenir cette unité de représentation des mondes agricoles. Mais, sous l'effet des mécaniques de diversification soulignées ci-dessus, de nouvelles formes de représentation des agriculteurs ont vu le jour :

- sous la forme syndicale, avec notamment l'apparition de la Confédération Paysanne puis de la Coordination Rurale. Cette compétition syndicale, croissante, a conduit la FNSEA, qui récoltait encore près des ¾ des voix exprimées lors des élections de chambre des années 80,²⁴ à en récolter plutôt 55% depuis les années 2000,²⁵
- en parallèle de la diversification de la représentation syndicale, on assiste aussi à une perte de légitimité de cette dernière, liée notamment à une baisse de la participation aux élections des chambres d'agriculture, à 46% en 2019, contre 70% en 1983 par exemple. Ainsi, si la liste FNSEA-JA pouvait compter sur le vote d'environ 45% du total des exploitants agricoles dans les années 1980, elle n'a reçu le vote que de 25% d'entre eux en 2019. Elle reste donc le syndicat majoritaire, mais dans un environnement syndical pluriel et avec une légitimité effritée ;
- cet affaiblissement de la représentation syndicale a conduit à l'émergence ou au renforcement de nouveaux acteurs représentant une partie des mondes agricoles, et notamment :
 - des associations et groupements professionnels asyndicaux, parfois construits contre les syndicats, et portant les intérêts propres à une partie des mondes agricoles (tels que l'APLI (Association des Producteurs de Lait Indépendants) ou la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique), qui mobilisent régulièrement leurs adhérents pour défendre leurs positions, sans prétendre représenter l'ensemble des mondes agricoles ;
 - la multiplication des associations d'agriculteurs

revendicatives hors syndicats (comme récemment Les Ultra de l'A64, créée par Jérôme Bayle ou le Collectif Paysans Occitans) ;

- l'émergence d'influenceurs et personnalités avec une forte base dans les mondes agricoles (tels que Stervio, Etienne Agri youtubeur ou FranceAgriTwittos).

Cette diversification des formes de représentation se retrouve dans l'étude de novembre 2023, où 40% des agriculteurs qui déclaraient s'être mobilisés pour défendre leur profession sur les 6 derniers mois n'étaient pas syndiqués, démontrant ainsi que la mobilisation n'est plus l'apanage des syndicats.²⁶

On le voit, l'hétérogénéité croissante des mondes agricoles a fortement fragmenté leur représentation. Comme le disait un agriculteur avec lequel BVA s'est entretenu en avril 2024 : *“On a autant de systèmes que d'agriculteurs, donc c'est difficile d'avoir une représentation parfaite...”*²⁷ Cela participe de la remise en cause d'une représentation monolithique des mondes agricoles.

iii) Le rapport des mondes agricoles à leur représentation : *“ceux qu'ils représentent, les syndicats, c'est des grands exploitants, ils ne pensent pas à tout le monde”*

Les agriculteurs sont fortement insatisfaits de leur représentation. En novembre 2023, ils étaient 87% à dire que leur point de vue était mal représenté dans le débat public. C'est le cas pour tous les agriculteurs, y compris ceux syndiqués au sein du syndicat majoritaire, dont on pourrait penser qu'ils se sentiraient mieux représentés. Or, 82% des syndiqués FNSEA-JA dans la même étude estimaient également être mal représentés.²⁸

Lorsqu'on leur demandait, en 2022, qui représente le mieux les agriculteurs, leur vision du métier ou leur filière, la réponse était systématiquement la même : les agriculteurs eux-mêmes. Les syndicats arrivaient en second, presque à égalité avec les chambres d'agriculture.²⁹ La défiance vis-à-vis des organisations syndicales et de leur représentativité est donc forte.

Pour autant, le nombre d'agriculteurs syndiqués reste élevé, de l'ordre de 40% pour l'enquête de 2023.³⁰ On peut remarquer plusieurs points à ce sujet :

- il y a un vrai attachement historique aux syndicats, à leur capacité à faire entendre la voix des agriculteurs, une forme de vestige de la solidarité agricole que beaucoup regrettent de voir disparaître.³¹ Les syndicats sont aussi des lieux de soutien et de sociabilité, comme le rappelle un agriculteur syndiqué : *“quand y a un problème, ils sont là pour nous aider. S'il y a un contrôle sur notre ferme, on peut demander à des collègues de venir... C'est pour ça que j'y suis, on a un soutien qui est important”*;³²

- les syndicats, en premier lieu la FNSEA, ont développé un syndicalisme de services qui permet de fidéliser des adhérents, au-delà de leur soutien ou non aux revendications portées nationalement;
- finalement, et spécifiquement pour le syndicat majoritaire, le soutien du syndicat, très représenté dans les instances agricoles à tous les niveaux est souvent essentiel, par exemple pour pouvoir agrandir son exploitation. Cela est ainsi partagé par un agriculteur, non mobilisé durant le mouvement, qui a des responsabilités dans sa section FNSEA locale "(Si j'y suis) c'est pour les terres". Dans un article de 2013, le chercheur Alexandre Hobeika cite ainsi un responsable local de la FDSEA : "Ceux qui traînent des pieds pour adhérer (...) à la fin je leur dis "Mais qui va te soutenir si tu as un dossier à défendre?" Et ça marche à chaque fois".³³

Cet aspect serviciel et d'influence, qui peut expliquer pourquoi on adhère à un syndicat, sans systématiquement soutenir ses revendications, est visible dans les données de l'étude de 2023 de plusieurs manières, spécifiquement pour le syndicalisme majoritaire :

- les agriculteurs syndiqués FNSEA-JA disent à 40% l'être pour les informations et les services (vs 23% pour les autres syndicats) ;
- marginalement des agriculteurs syndiqués à la FNSEA disent y être par obligation, "car on ne peut pas faire sans" ;
- lorsqu'on leur demande s'ils sont certains d'aller voter aux prochaines élections agricoles et ainsi d'aller soutenir leur syndicat, 63% des syndiqués FNSEA-JA répondent positivement, contre 82% des syndiqués dans les autres syndicats.³⁴

Au-delà de cet enjeu du rapport spécifique au syndicalisme majoritaire, teinté de défiance mais aussi d'un attachement profond, les agriculteurs ressentent une forme de distorsion de leur représentation :

- plusieurs agriculteurs interviewés ont fait part du fait que les syndicats, et notamment les dirigeants syndicaux, ne représentaient eux-mêmes qu'une partie

des mondes agricoles, tel cet agriculteur qui, soulignait que tous les agriculteurs ne pouvaient pas s'engager dans la vie syndicale : "le petit exploitant, en fait, lui, il est concentré à faire son travail à la ferme... Il n'a pas de salarié, donc il se débrouille. Il travaille 7 jours sur 7. Les grosses exploitations, un chef d'exploitation, il roule en 4x4. Il fait le tour. Il dit toi, tu vas faire ça, toi, tu vas faire ça. Puis, moi, je vais à une réunion. Et puis je peux aller à Paris",³⁵

- le sentiment d'une représentation biaisée en faveur de certaines exploitations ou certaines productions était très présent dans l'étude de 2022. Lorsqu'on demandait aux agriculteurs interrogés quelles productions voient leurs intérêts le mieux défendus dans les débats et les décisions publics, 52% mentionnaient les grandes cultures, soulignant ainsi une forte perception d'une surreprésentation des intérêts de cette filière dans les débats et les décisions.³⁶ Comme le disait un agriculteur interviewé "La FNSEA, ça encadre surtout les céréaliers et l'agrobusiness mais (c'est) pas forcément la voix de tous les agriculteurs".³⁷
- ces représentations d'une FNSEA parlant plutôt pour les grandes exploitations, les agriculteurs les mieux insérés, ont été renforcées par les discussions autour de la hausse du GNR. Cette hausse, négociée directement par la FNSEA³⁸ a été annulée dès le début du mouvement. Selon Gabriel Attal, cette hausse de taxe a été annulée car c'était "une hausse de fiscalité où l'État ne gagne rien et où en plus, les petits perdent... (...) J'ai beaucoup entendu, échangé avec des agriculteurs, des éleveurs qui m'ont dit (...): "moi, ce qui est reversé, je n'en verrai pas la couleur parce que les dispositifs qui ont été choisis, ils ne me concernent pas». Ainsi Gabriel Attal souligne que le dispositif était plus favorable aux grosses exploitations qu'aux petits agriculteurs, à certaines parties des mondes agricoles.

Comme les études citées le démontrent, les inquiétudes des mondes agricoles, pris dans leur globalité, sont claires et orientées en premier lieu autour de l'enjeu de l'économie de leurs exploitations. Par ailleurs, la diversité croissante des mondes agricoles français remet en cause la représentation historique des agriculteurs. Il faut maintenant voir comment ces enjeux de diversité et de représentation se sont incarnés à travers des acteurs et demandes différentes dans le mouvement de janvier et février 2024.

Un mouvement à trois temps, mobilisant des mondes agricoles divers, aux demandes et représentations différenciées

On peut proposer un découpage du mouvement de janvier et février 2024 en trois étapes :

- une première, du 16 au 26 janvier, où il se lance, catalysé par Jérôme Bayle ;
- une seconde, du 26 janvier au 1er février, où la FNSEA reprend le leadership de la contestation ;
- une troisième, débutant le 2 février, où la mobilisation se poursuit sans leadership clair, avant de culminer au Salon International de l'Agriculture (SIA).

Avant de voir comment, dans chacune de ces étapes, la diversité des mondes agricoles et des prétentions de représentation se sont exprimées, il faut souligner la centralité des enjeux économiques comme fil rouge de la mobilisation.

Elle est attestée par les études précitées datant de novembre 2023 comme de juin 2022, mais transparaît également largement dans les entretiens avec des agriculteurs, mobilisés ou non, réalisés en avril 2024.³⁹

Cette centralité est également présente dans les médias, par exemple dans le 20 heures de TF1⁴⁰ étudié sur la période. Pendant la phase chaude du mouvement (18 janvier - 5 février), 91 agriculteurs ont été interrogés sur les raisons de leur mobilisation dans le cadre de reportages. Parmi eux, 54% évoquaient des sujets liés aux revenus et aux charges, 20% des sujets liés aux normes et aux politiques publiques.⁴¹

Sur les sujets environnementaux, TF1, sur la période, consacre trois reportages spécifiquement aux normes environnementales. Ils sont tous postérieurs aux annonces du gouvernement du 1er février, présentées comme des reculs en la matière.⁴² Ainsi, ce sujet apparaît médiatiquement davantage suite à la réponse du gouvernement que dans les reportages ou témoignages portés durant le mouvement.

Au-delà de ce cadrage général, on peut détailler les trois temps du mouvement pour étudier à la fois les demandes exprimées, les acteurs et bases sociales mobilisées, ainsi que les réponses gouvernementales apportées.

Une première phase asyndicale, occitane, teintée des enjeux de l'élevage : "le mouvement, il est pas parti des céréaliers. Les céréaliers, si jamais les éleveurs du Sud n'avaient pas bougé, ils n'auraient pas bougé"

Le 16 janvier, à Toulouse, une manifestation d'agriculteurs a lieu. Suite à une rencontre avec la préfecture, le président de la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FRSEA) d'Occitanie appelle les agriculteurs à mettre fin à leur mobilisation. Il est hué par la foule. A sa suite, Jérôme Bayle, éleveur, prend la parole pour demander la poursuite de la mobilisation, par un blocage de l'autoroute, dès jeudi 18 janvier.⁴³ Il vient ainsi de lancer le mouvement, potentiellement inspiré par les images des mouvements d'agriculteurs dans toute l'Europe.

A la suite du blocage de l'autoroute le 18 janvier, le mouvement prend de l'ampleur au niveau national et attire l'intérêt des médias, le journal de 20H de TF1 y consacrant au moins deux reportages par édition à partir du 20 janvier.⁴⁴ La semaine du 22 janvier est marquée par le décès d'une agricultrice et sa fille, tuées sur un barrage. Le mouvement se développe, désormais officiellement soutenu par la FNSEA, le 22 janvier, son président annonçant des actions toute la semaine.⁴⁵

Ce mouvement débute donc en Occitanie, et les spécificités de ce territoire y jouent un rôle :

- l'Occitanie est le territoire où le revenu des agriculteurs est le plus faible de France ;⁴⁶
- la région est la 4ème plus importante de France en terme d'élevage de bovins-viande⁴⁷ et a été frappée par la MHE ;
- la région fait également face à des pressions fortes sur la gestion de l'eau, du fait de l'augmentation des températures et des sécheresses dues au changement climatique, mais aussi de cultures fortement consommatrices en eau (comme le maïs, dont l'Occitanie est la 3ème région productrice en France).⁴⁸

On notera que c'est également dans cette région qu'avait débuté en 2023⁴⁹ un mouvement distinct de retournements de panneaux à l'entrée des communes, soulignant la capacité de mobilisation du monde agricole occitan. La première étape de la contestation se joue donc en Occitanie. Même si le mouvement s'étend rapidement, son point focal y restera jusqu'au 26 janvier.

Jérôme Bayle, principal représentant de cette première phase du mouvement, est un éleveur de bovins, dont le troupeau a été victime de la MHE, mais aussi des difficultés d'approvisionnement en eau, qu'il lie au changement climatique.⁵⁰ C'est une figure reconnue de la région qui est déjà apparue dans les médias, sans être un responsable syndical local. Par ailleurs il est l'animateur d'un groupe Facebook d'agriculteurs amateurs de rugby,⁵¹ dont les membres l'auraient engagé à se lancer dans la mobilisation.

Lorsqu'il parle des personnes qui se sont mobilisées avec lui, Jérôme Bayle souligne qu'"il y avait 90% de non syndiqués" et que d'autre part, sa mobilisation se voulait totalement asyndicale.⁵² Cela renforce cette idée d'un mouvement de la partie non syndiquée (ou du moins non engagée dans son syndicat)⁵³ des agriculteurs, comme d'une défiance vis-à-vis des syndicats. D'ailleurs, son soutien large chez les agriculteurs provient aussi probablement de cet affichage asyndical et comme de sa nouveauté. Comme le confiait un agriculteur "Ce que j'ai aimé, c'est que ceux qui ont lancé le truc c'était des gens qu'on ne connaissait pas."⁵⁴

Les demandes articulées par Jérôme Bayle et ses soutiens sont au nombre de trois :⁵⁵

- une meilleure prise en charge des dommages liés à la MHE ;
- l'annulation de la hausse de taxes sur le GNR (gazole non routier) ;
- des avancées sur la question des retenues d'eau.

Elles étaient donc à la croisée des enjeux économiques et de la question de l'adaptation au changement climatique (via l'accès à la ressource en eau et la prise en charge de dommages créés par une maladie arrivée en Europe du fait du changement climatique).⁵⁶ Ces demandes sont déterminées par son expérience personnelle et celle des personnes qui le soutiennent, et qu'il représente. Elles ont ainsi :

- un aspect catégoriel, en défense d'intérêts spécifiques à une partie des mondes agricoles (sur la MHE, qui touche les éleveurs, mais aussi sur le GNR, son augmentation devant être compensée par un schéma qui n'était pas favorable aux petites exploitations, que Jérôme Bayle représente) ;
- un aspect régional (pour les sujets touchant l'eau, problématique particulièrement aiguë en Occitanie, pour la MHE aussi, qui touche avant tout le Sud et le Sud-Ouest de la France).

Le gouvernement, par la voix de Gabriel Attal, répond favorablement à ces demandes le 26 janvier, en présence de Jérôme Bayle. Il y ajoute certaines mesures, notamment de soutien au bio,⁵⁷ prenant donc également en compte l'aspect régional de la contestation : l'Occitanie est la première région bio de France. Pour calmer la colère des agriculteurs de cette région, soutenir le bio est important. Il y ajoute des mesures de simplification (sur les contrôles) ou de limitation du pouvoir des autorités environnementales (passage de l'OFB sous l'autorité du préfet). Il rappelle également à cette occasion l'opposition de la France au traité de libre échange avec le Mercosur,⁵⁸ auquel les éleveurs s'opposent fortement.⁵⁹

Au moment de lever son barrage, ayant obtenu les réponses souhaitées, Jérôme Bayle affirme que ces réponses ne "satisferont peut être pas tous les agriculteurs de France".⁶⁰ Il n'a donc pas la prétention de tous les représenter, assumant ainsi un aspect régional et catégoriel.

En effet, ces réponses gouvernementales n'éteignent pas le mouvement. La majorité des agriculteurs s'inquiétant avant tout pour les équilibres économiques de leurs exploitations, les réponses apportées sont insuffisantes.

Une seconde phase de reprise en main par la FNSEA : "on sent parfois que les enjeux de certains syndicats ne sont pas tout à fait les reflets de la base, parce que parfois on veut protéger certaines cultures"

Le 26 janvier donc, le Premier ministre se rend en Occitanie pour rencontrer des agriculteurs et notamment Jérôme Bayle et répond à leurs revendications, conduisant à la levée du barrage, annoncée par Jérôme Bayle à 20 heures.⁶¹ S'ensuit une reprise en main du mouvement par les syndicats, à commencer par la FNSEA. Dans les minutes qui suivent l'annonce de Jérôme Bayle, Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, est l'invité du journal télévisé de TF1. Il prend la parole à 20h15 pour demander, lui, à poursuivre et amplifier la mobilisation en soulignant notamment que les annonces du Premier ministre ont répondu "aux demandes de l'Occitanie".⁶² A 20H05, sur BFM, le président des JA (Jeunes Agriculteurs) avait également appelé également à poursuivre la mobilisation.⁶³ Il en va de même pour la Confédération Paysanne. Dès le lendemain, la Coordination Rurale annonce le départ à venir d'un convoi pour bloquer Rungis,⁶⁴ les Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France annoncent leur volonté de bloquer Paris.⁶⁵ Ce mouvement parti de la base est alors partiellement réintermédié et sa géographie va se concentrer sur des lieux symboliques en région parisienne.

Suite à cette deuxième phase de mobilisation, largement dominée par la FNSEA, la réponse du gouvernement, annoncée le 1er février, reprend une partie des annonces déjà faites le 26 janvier, mais en ajoute de nouvelles, avec

plusieurs points saillants :⁶⁶

- des aides significatives pour l'élevage (150 millions d'euros en plus des 50 millions dédiés à la MHE) ;
- des annulations de hausses de taxes envisagées (le GNR, la redevance eau, et la redevance pour pollution diffuse) ;
- une mise en pause du plan Ecophyto et un décalage de l'examen de réhomologation de certains produits phytosanitaires ;
- une prise en compte des meilleures 25 années pour le calcul des retraites des agriculteurs ;
- un renforcement des lois Egalim,⁶⁷ avec davantage de contrôles ;
- plusieurs mesures de simplification administrative.

Il est intéressant de noter que dans ce second train de mesures, des sujets, comme la mise en pause du plan Ecophyto ou la modification du calcul des retraites, apparaissent alors qu'elles ne faisaient pas partie des inquiétudes exprimées par les agriculteurs fin 2023,⁶⁸ ni par Jérôme Bayle, ni dans les interviews réalisés dans le cadre du JT de TF1 sur la première période du mouvement.⁶⁹

Cela ne peut s'expliquer qu'en identifiant les pivots qui ont eu lieu entre le premier et le deuxième temps de la mobilisation :

- un pivot géographique : la FNSEA, les JA comme la Coordination Rurale annoncent des actions à ou autour de Paris (blocage de la ville et/ou de Rungis), focalisant ainsi l'attention autour des lieux de pouvoir national, situées en Ile-de-France, là où elle était auparavant concentrée sur l'Occitanie ;
- un pivot dans les demandes portées : la FNSEA, syndicat principal de la profession, reprenant de fait le leadership du mouvement, ses demandes sont mises sur le devant de la scène. Cela explique l'apparition du sujet des phytosanitaires ou des retraites, jusqu'ici totalement absents, ou la mise en exergue des enjeux de normes ;
- un pivot dans la base sociale mobilisée, la concentration des forces sur l'Ile-de-France a un effet sur la base mobilisable au sein du mouvement de deux manières :
 - les éleveurs notamment ont besoin d'être présents sur leur exploitation tous les jours, à moins de pouvoir être relevés par un salarié ou un(e) conjoint(e). Lorsque les barrages et actions avaient lieu près de chez eux, ils pouvaient s'y rendre à certains moments de la journée, puis retourner sur leur exploitation pour nourrir ou traire leurs bêtes. Ce système ne peut plus fonctionner s'il faut partir plusieurs jours pour Paris. Comme le disait une agricultrice interrogée, "Quand on a des animaux, c'est pas du tout la même gestion de l'exploitation que quand on a de la grande

culture. La grande culture, on peut s'en aller. Les animaux, c'est H24";

- les agriculteurs franciliens, plus proches du centre de l'action, pourront se mobiliser plus facilement. Or, 80% d'entre eux font des grandes cultures, augmentant ainsi le poids de cette filière dans le mouvement ;⁷⁰
- le pivot dans les demandes accompagne et renforce cette modification dans la base sociale :
 - comme le disait un céréalier "on est moins en difficulté, entre guillemets, par rapport aux éleveurs, je crois. C'était eux qui étaient à l'origine du mouvement. Ensuite, les céréaliers du Nord et du bassin parisien se sont ralliés à la cause, ils ont fini par trouver des arguments qui étaient les bons, mais voilà, je trouve que ça a été un peu récupéré."⁷¹ Ce verbatim illustre bien le basculement d'un mouvement dont les principales demandes étaient celles d'éleveurs, aux conditions économiques en moyenne plus difficiles, à un mouvement dont les demandes sont plus proches de celles des céréaliers. Plus tard dans l'entretien, ce même agriculteur partagera que c'est le fait que les revendications portant sur les phytosanitaires aient émergé qui lui a permis de se reconnaître dans ce mouvement ;
 - de la même manière, la question des normes prend une place plus centrale dans cette deuxième partie du mouvement. On peut souligner que les contraintes administratives, les excès de contrôles et les lois et normes encadrant les pratiques sont citées comme source d'inquiétude par seulement 18% des éleveurs bovins, mais 41% des grandes cultures,⁷² mettre ces revendications au centre permet donc de mobiliser cette dernière population ;
 - de manière générale, le passage d'une demande centrale, attente de la majorité des agriculteurs, sur les équilibres économiques et le revenu, à une centralité d'éléments réglementaires et de normes permet d'inclure plus facilement dans le mouvement des parties des mondes agricoles pour lesquelles le contexte économique est actuellement meilleur (les prix de certains produits agricoles étant relativement plus élevés début 2024 par rapport au début des années 2020) et qui ne se sentaient pas représentés par une demande centrale liée au revenu. Il permet aussi d'avoir un débouché potentiel pour les céréaliers qui, exportant pour beaucoup une large partie de leur production, sont soumis aux marchés internationaux et dont la mobilisation ne peut donc pas avoir d'impact sur les prix, le gouvernement n'ayant aucune influence sur ces derniers ;
 - l'engagement de la FNSEA dans ce mouvement l'oblige à prendre en compte une partie de sa base sociale, dont les enjeux étaient jusqu'ici absents du mouvement : les retraités agricoles. En effet, sur les 212 000 adhérents revendiqués par la FNSEA, près

de la moitié sont des retraités,⁷³ part qui pourrait augmenter rapidement dans les années à venir avec le nombre élevé d'agriculteurs proches de l'âge de la retraite. Ceci explique que le sujet des retraites agricoles, marginal dans le mouvement et qui n'a pas été évoqué lors des entretiens qualitatifs, ait été remis au centre.

Finalement, ce deuxième temps du mouvement se décentre à la fois thématiquement - avec de nouvelles demandes -, socialement - des éleveurs, représentant les agriculteurs les plus en difficulté économiquement - et géographiquement - l'Occitanie -, pour se focaliser sur des demandes exprimées par d'autres parties des mondes agricoles, plus insérées. C'est notamment les céréaliers, cultures aux revenus plus confortables,⁷⁴ dont le nombre d'exploitations est quasi stable en France, là où les éleveurs bovins sont ceux dont le nombre d'exploitations diminue le plus.⁷⁵ L'incarnation même de cette deuxième phase du mouvement, via la personne d'Arnaud Rousseau, un céréalier, fait partie de ce pivot.

Cette seconde phase du mouvement s'achève le 1er février, au moment où la FNSEA appelle à suspendre les blocages,⁷⁶ suite à des annonces au niveau français⁷⁷ et européen. Il se poursuit cependant avec le soutien de nombreuses autres organisations des mondes agricoles. En effet, les demandes sous-jacentes de la majorité des mondes agricoles, n'ont pas été éteintes ni par la première, ni par la seconde phase d'annonces.⁷⁸

Une troisième phase diffuse : "politiquement on a été écoutés pas entendus, rien ne se passe"

Cette troisième est multilocale, ne se concentrant plus sur Paris ni sur l'Occitanie, et plus protéiforme, de nombreux acteurs y prenant leur place.

Côté syndical, la Confédération Paysanne, qui avait appelé à poursuivre le mouvement, mène plusieurs actions, notamment dans des supermarchés ou auprès du groupe Avril.⁷⁹ Des FDSEA et JA organisent également des actions, ciblant la grande distribution ou des préfectures.⁸⁰ Il en va de même pour la Coordination Rurale.⁸¹ Pour beaucoup, ces actions sont sans portée nationale et mettent au centre la question du revenu en lien avec Egalim, via des contrôles de prix, le rôle de la grande distribution ou la vérification des produits utilisés dans la restauration collective.

Mais on voit surtout se multiplier des actions menées par certaines parties du monde agricole qui estiment que leurs revendications n'ont pas été entendues, notamment sur la question des revenus, ou encore que la mise en pause du plan Ecophyto est dommageable :

- le 5 février, des agriculteurs apiculteurs se mobilisent à Lyon, notamment pour dénoncer la mise en pause du plan Ecophyto, alors que les produits phytosanitaires

tuent leurs abeilles,⁸²

- le 7 février, à Paris, les agriculteurs bio de la FNAB manifestent pour demander un soutien plus fort de l'Etat pour la filière bio et ne pas mettre en pause le plan Ecophyto,⁸³
- le 13 février, à Paris, les agriculteurs éleveurs laitiers de l'APLI manifestent pour une meilleure rémunération, leur président soulignant que "Depuis le début des manifestations, on n'a jamais parlé de prix, ou du fait de garantir un revenu aux producteurs ! On va revenir sur des avancées, comme avec ecophyto, sans avancer sur la question des prix..."⁸⁴
- le 22 février à Rodez, à l'appel d'un collectif asyndical, créé pour "représente(r) les gens qui ne se sentent pas représentés", 150 agriculteurs, majoritairement des éleveurs manifestent...⁸⁵

Malgré une tentative de Gabriel Attal de répondre une troisième fois aux préoccupations des mondes agricoles, en annonçant notamment une nouvelle loi Egalim,⁸⁶ l'accueil d'Emmanuel Macron au salon de l'agriculture le 24 février montre que le mouvement n'est pas terminé.⁸⁷ Ces images fortes démontrent que les vagues d'annonces précédentes, adressées à des bases sociales différentes, via des représentants à la légitimité différente, n'ont pas répondu aux attentes soulevées par le mouvement. Le président de la République, constatant que le mouvement n'est pas éteint au niveau de la base, revient alors au sujet du revenu. En effet, lors de sa venue au SIA, il annonce la mise en place de prix planchers.

Proposer d'instaurer des prix planchers pour les produits agricoles, afin de garantir le revenu des agriculteurs, est une mesure structurante pour assurer l'équilibre économique des agriculteurs qui vendent directement ou indirectement la majeure partie de leur production à l'industrie agro-alimentaire. Cette demande, historiquement portée par la Confédération paysanne et accueillie favorablement par une partie des mondes agricoles, dont la Coordination Rurale,⁸⁸ n'est pas soutenue par la FNSEA,⁸⁹ mais par certaines de ses composantes (la Fédération Nationale Bovine (FNB) notamment).⁹⁰ Cette tension entre la FNSEA, et notamment la partie la plus exportatrice de cette dernière, dont les céréaliers ou les viticulteurs, et les éleveurs bovins, a à nouveau été perceptible lors du vote du Sénat contre le CETA.⁹¹ Comme sur les prix planchers, la FNSEA n'a pas pris position officiellement sur la question, afin d'éviter d'exacerber les divisions internes.⁹²

Finalement, cette annonce des prix planchers, prenant de court et divisant la FNSEA, est une manière de revenir à la demande centrale des agriculteurs dans le mouvement. Mais c'est aussi probablement une manière pour le président de la République de signifier à la FNSEA qu'elle n'est pas le seul interlocuteur du gouvernement.

En effet, les enjeux de représentation des mondes agricoles et la recherche d'interlocuteurs légitimes ont traversé tout le mouvement. On peut notamment les voir dans les

différents interlocuteurs avec lesquels le gouvernement a voulu interagir :

- dans un premier temps, il semble prendre acte du dépassement des syndicats par la base, Gabriel Attal allant directement négocier avec Jérôme Bayle et faisant les premières annonces en sa présence, ce qui est exceptionnel dans l'histoire des mouvements agricoles en France ;
- dans un second temps, la FNSEA est l'interlocuteur privilégié du gouvernement, qui échange également, de manière plus mineure, avec les autres syndicats agricoles ;
- finalement, le président de la République tente de désintermédier à nouveau les échanges avec les mondes agricoles de deux manières :
 - d'une part en proposant une sorte de grand débat impliquant tous les acteurs du monde agricole, dont les syndicats, la grande distribution mais aussi la société civile,⁹³ introduisant de nouveaux acteurs perçus comme légitimes pour parler d'agriculture ;
 - d'autre part, en choisissant de déambuler au SIA, de débattre en direct avec les agriculteurs présents, syndiqués ou non.

Depuis lors, bien que le mouvement ne soit pas terminé, il est sorti de sa phase la plus intense, avec des mobilisations plus limitées et sporadiques. On peut souligner que l'ensemble des réponses gouvernementales aux trois phases de mobilisation ne semblent pas satisfaire les agriculteurs, du moins ceux interrogés après le mouvement.⁹⁴

On le voit, durant cette crise, les pouvoirs publics, au-delà de chercher des réponses aux revendications des mondes agricoles, ont aussi cherché des interlocuteurs, constatant que ceux qu'ils choisissaient n'avaient pas réussi à mettre fin au mouvement. Globalement, à travers ces trois phases du mouvement, avec des bases sociales, intermédiaires et revendications différentes, c'est bien la diversité des intérêts et des représentations des mondes agricoles qui transparait.

Conclusion

“Je trouve qu’on a un décalage social avec le reste de la société qui se creuse”

Au-delà des enjeux propres à leur profession, c’est la question globale de la place des agriculteurs dans la société qui a été posée par ce mouvement. En occupant de nombreux espaces publics, en se rendant visibles, les agriculteurs ont pris la société à témoin.

Ce point est essentiel, car les agriculteurs dans leur ensemble ont l’impression d’être moins bien considérés par la société que ce qu’ils ne le sont réellement. Ainsi, dans une étude de 2022, 59% des agriculteurs estimaient que les Français avaient une bonne image⁹⁵ des agriculteurs. A l’inverse, 91% des Français disaient en avoir une bonne image. Ce décalage de perception s’est traduit, dans le mouvement, par de nombreux témoignages de surprise lorsqu’ils découvraient le bon accueil qui leur était fait par la population, partout en France. Comme le disait une agricultrice mobilisée interrogée : (l’accueil des gens) “nous a tous bouleversés. N’importe quel village, n’importe quelle intersection, on avait des gens dans la rue. (...) Cela nous a surpris et nous a énormément émus.”⁹⁶

Cette perception d’un manque de considération et de décalage avec le reste de la société, est renforcé par plusieurs éléments :

- le passage, unique dans l’histoire, d’une profession majoritaire en France, et notamment dans les milieux ruraux, à une profession largement minoritaire au niveau national, avec moins de 1,5% des actifs,⁹⁷ comme dans les milieux ruraux, avec 5,5% des actifs.⁹⁸ Le passage en minorité fait des agriculteurs une profession comme les autres, dont on ignore les spécificités, avec des images stéréotypées.⁹⁹ Comme le disaient les agriculteurs interrogés, pour le public “c’est tout beau, tout rose, tu fais des moutons, c’est beau, t’es dans la nature” ou à l’inverse “les gens nous voient comme pollueurs, capitalistes parce qu’ils nous voient avec des grosses machines”. Dans tous les cas, la conclusion est la même : “ils ne savent pas comment on travaille. Ils ne savent pas ce qu’on fait. Ils ne savent pas qu’il faut se lever la nuit. Ils ne savent pas, voilà”;¹⁰⁰
- de ce fait, l’évidence de l’agriculture a disparu, interrogeant la place des agriculteurs dans la société. Ainsi, un agriculteur interrogé, installé depuis de nombreuses années, disait avoir dû demander à la commune pour la première fois d’installer un panneau pour signaler que ses vaches traversaient parfois la route, après avoir été interpellé par des voisins. Comme il le disait “on a oublié qu’on a des vaches en France”;¹⁰¹

- finalement, les interactions quotidiennes des agriculteurs avec leurs riverains se sont compliquées, augmentant la perception d’une vision négative du public sur les agriculteurs. C’est notamment la résultante de deux effets :
- la médiatisation de pratiques dommageables à la santé et à l’environnement, que les agriculteurs reconnaissent, comme le disaient par exemple deux d’entre eux “faut pas dire que l’agriculture est blanche comme neige” ou (en parlant des grosses exploitations) “c’est limite si c’est pas un monde industriel, Qui ne respecte pas forcément grand-chose, qui ne respecte pas forcément les voisins”;¹⁰²
- l’arrivée de nouveaux habitants dans les zones rurales, le solde migratoire des zones rurales étant positif uniquement du fait de ces nouvelles arrivées.¹⁰³ Ces nouvelles populations valorisent les zones rurales comme un cadre de vie, potentiellement perturbé par des activités de production comme l’agriculture.

Ce manque de considération perçue et cette méconnaissance peuvent conduire à renforcer encore l’amenuisement du lien entre agriculteurs et société. Comme le partageait un agriculteur “Je ne fais plus visiter ma ferme aux gens, on ne se comprend plus”;¹⁰⁴

Or, les transitions en cours dans les mondes agricoles nécessitent un dialogue approfondi entre eux et la société. Les transitions vers une agriculture plus durable et résiliente, mais aussi celle du renouvellement des générations, concernent toute la société. La majorité des nouveaux installés ne sont pas issus des mondes agricoles.¹⁰⁵ Une agriculture plus durable et résiliente nécessite un soutien public fort, non pas seulement économique, mais aussi politique, pour conduire une transformation nécessairement complexe.

Ainsi, si ce mouvement avait un aspect profondément catégoriel et économique, il était aussi un appel à la société à s’intéresser aux mondes agricoles, à les considérer, à s’impliquer pour soutenir les transitions en cours.

Lucas Francou Damesin

SOURCES

Ce travail se base notamment sur quatre sources jamais publiées intégralement auparavant :

- un sondage quantitatif, réalisé par téléphone auprès de 401 exploitants agricoles, représentatifs de la population agricole, en mai 2022, avec l'IFOP ;
- un sondage quantitatif, réalisé par téléphone auprès de 607 exploitants agricoles, représentatifs de la population agricole, en novembre 2023 , avec BVA ;
- une étude qualitative, par entretiens semi-directifs téléphoniques auprès de 18 agriculteurs, syndiqués ou non, mobilisés ou non, en avril 2024, avec BVA, dont sont issues toutes les citations reprises dans les titres ;
- une analyse du journal de 20 heures de TF1 sur la période la plus intense du mouvement (18 janvier 2024 - 5 février 2024), réalisée par Ludivine Préneron, doctorante en sociologie.

En plus de ces sources, et au-delà de celles qui sont citées, plusieurs ouvrages, interventions et échanges ont irrigué l'ensemble de l'analyse :

- Des échanges avec des universitaires et experts du sujet, notamment : Blandine Mesnel, Eddy Fougier, Aurélie Catallo, Marine Colli, Amélia Veitch, Jeanne Pahun, Thibaut Preux.
- Une agriculture sans agriculteurs, François Pureseigle et Bertrand Hervieu, 2022 ;
- Représenter les agriculteurs, Politix, 2013 ;
- Le webinaire de l'AFSP du 27 février 2024 : Mondes agricoles : les raisons de la colère. Qui se mobilise et pourquoi ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

Introduction

1. Voir encadré spécifique à la fin du document.

Enjeux et représentations de mondes agricoles de plus en plus divers

2. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
3. IFOP, Les agriculteurs, le changement climatique et la représentation de leur profession, juin 2022
4. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
5. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
6. IFOP, Les agriculteurs, le changement climatique et la représentation de leur profession, juin 2022
7. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
8. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
9. <https://www.parlonsclimat.org/post/%C3%A9cologie-et-climat-%C3%A0-quoi-les-fran%C3%A7ais-sont-ils-pr%C3%AAts>
10. <https://www.vie-publique.fr/video/292868-les-agriculteurs-defis-et-enjeux-francois-purseigle>
11. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728893?sommaire=7728903>
12. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728893?sommaire=772890>
13. <https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2021-4-page-57.htm>
14. Pour 88% des exploitations <https://vizagreste.agriculture.gouv.fr/les-circuits-courts.html>
15. https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2317/cd2022-17_BilanApprovisionnement2021-2022v2.pdf
16. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728893?sommaire=7728903>
17. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728847?sommaire=7728903>
18. <https://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/agreste-etudes-no4-2021-recensement-agricole-2020-la-bretagne-perd-un-quart-de-a2611.html>
19. Alors qu'elles ne représentent que 29% des exploitations au niveau national <https://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2020-resultats-pour-l-ile-de-france-a2950.html>
20. <https://www.anses.fr/fr/content/maladie-hemorragique-epizootique>
21. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
22. <https://veriangroup.com/hubfs/FR/Etude-climat-agriculture-2021.pdf>
23. <https://journals.openedition.org/economierurale/827>
24. L'ensemble des analyses développées ici portent sur les résultats du collège chefs d'exploitation
25. https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1997_num_237_1_4841 et https://chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/National/FAL_commun/publications/National/Dossier_Revue_speciale_elections_2013.pdf <https://www.terre-net.fr/elections-chambres/article/145038/participation-historiquement-faible-statu-quo-syndical-l-essentiel-a-retenir> <https://journals.openedition.org/economierurale/827>
26. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
27. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
28. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
29. IFOP, Les agriculteurs, le changement climatique et la représentation de leur profession, juin 2022
30. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
31. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
32. *ibid.*
33. Alexandre Hobeika, La collégialité à l'épreuve - La production de l'unité au sein de la FNSEA, 2013
34. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024, à noter que nous regroupons ici les syndicats minoritaires uniquement à des fins statistiques, afin d'avoir des échantillons de taille suffisante.
35. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
36. IFOP, Les agriculteurs, le changement climatique et la représentation de leur profession, juin 2022
37. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
38. <https://www.fnsea.fr/wp-content/uploads/2024/04/2023-Rapport-Annuel-FNSEA-1.pdf>

Un mouvement à trois temps, mobilisant des mondes agricoles divers, aux demandes et représentations différenciées

39. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
40. Nous avons choisi de nous concentrer sur ce journal télévisé, le plus regardé de France, avec des audiences représentant une large partie de la population française, comme proxy de la couverture médiatique du mouvement. Sans prétendre que cette source unique soit représentative de l'ensemble de la couverture médiatique, la « circulation circulaire de l'information » (Pierre Bourdieu) tend à uniformiser la couverture médiatique des événements.
41. Voir analyse JT TF1
42. Voir analyse JT TF1
43. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/journee-noire-pour-la-circulation-400-tracteurs-et-2-000-agriculteurs-attendus-a-toulouse-2907179.html>
44. Voir l'analyse du journal de 20 heures
45. <https://www.la-croix.com/economie/colere-des-agriculteurs-un-mouvement-qui-touche-de-nombreux-pays-en-europe-20240122>
46. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7676374?sommaire=7676376>
47. Sur la base de la taille du cheptel reproducteur https://idele.fr/en/?elD=cmis_download&oID=workspace%3A%2F%2FSpacesStore%2Fef2863c6-57dc-472e-97cf-f24b7348c30c&cHash=2f09c6b0f2233a9ea7c11bde1793461
48. https://occitanie.chambre-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Occitanie/076_Inst-Occitanie/Documents/Agriscopie/Agriscopie_2021/AGRISCOPIE-GrandesCultures-crao2021.pdf
49. <https://www.reussir.fr/panneaux-retourner-qui-est-derriere-cette-operation-qui-se-repand-en-france>
50. https://actu.fr/occitanie/montesquieu-volvestre_31375/pres-de-toulouse-en-manque-d-eau-cet-agriculteur-oblige-de-vendre-ses-vaches_58633475.html
51. <https://www.latribune.fr/regions/occitanie-toulouse/pourquoi-l-occitanie-est-l-epicentre-de-la-colere-des-agriculteurs-988524.html>
52. <https://toulouse.latribune.fr/economie/2024-01-29/colere-des-agriculteurs-pourquoi-gerome-bayle-a-relache-la-pression-a-toulouse-989064.html>
53. On notera que certains articles présentent Jérôme Bayle comme membre de la FDSEA, soulignant ainsi un potentiel rapport purement serviciel à ce syndicat, dont il ne suit pas les mots d'ordres <https://www.leprogres.fr/economie/2024/01/26/qui-est-gerome-bayle-l-eleveur-resistant-a-l-origine-de-la-contestation>
54. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
55. <https://toulouse.latribune.fr/economie/2024-01-29/colere-des-agriculteurs-pourquoi-gerome-bayle-a-relache-la-pression-a-toulouse-989064.html>
56. <https://www.reussir.fr/bovins-viande/un-nouveau-virus-transmis-aux-bovins-arrive-en-europe>
57. L'Occitanie est la première région bio en France en termes de surface et de nombre d'exploitations engagées <https://www.agencebio.org/vos-outils/les-chiffres-cles/observatoire-de-la-production-bio/observatoire-de-la-production-bio-nationale/observatoire-de-la-production-bio-sur-votre-territoire/region/76/>
58. <https://www.vie-publique.fr/discours/292818-gabriel-attal-26012024-annonces-aux-agriculteurs-montastruc-de-salies>
59. https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/01/31/accord-ue-mercotur-pourquoi-ce-traite-cristallise-la-colere-des-agriculteurs_6214066_3234.html

60. https://www.francetvinfo.fr/economie/crise/blocus-des-agriculteurs/video-colere-des-agriculteurs-on-avait-trois-points-on-a-eu-trois-mesures-on-a-gagne-se-rejouit-jerome-bayle-apres-les-annonces-de-gabriel-attal_6327915.html
61. <https://www.leparisien.fr/societe/agriculteurs-en-colere-des-blocages-prevus-sur-les-autoroutes-pres-de-paris-ce-vendredi-suivez-notre-direct-26-01-2024-JOHNAUJRBNDI3AUYS4STC32LBQ-.php?ts=1715173897344>
62. <https://www.tf1info.fr/player/03f6d6c2-d434-48c8-a4eb-87a79e9c2760/>
63. https://www.bfmtv.com/societe/direct-colere-des-agriculteurs-vers-un-blocus-de-paris-gabriel-attal-attendu-en-haute-garonne_LN-202401260046.html
64. <https://www.lafranceagricole.fr/coordination-rurale/article/861835/un-convoi-de-tracteurs-en-route-pour-bloquer-rungis>
65. <https://www.tf1info.fr/societe/colere-agriculture-blocage-paris-menace-d-un-siege-de-la-capitale-des-lundi-pour-une-duree-indeterminee-appel-syndicats-fnsea-jeunes-agriculteurs-2284231.html>
66. <https://www.vie-publique.fr/discours/292879-gabriel-attal-01022024-conference-de-presse-sur-les-annonces-agricoles>
67. Les trois lois Egalim visent notamment à rééquilibrer les négociations commerciales entre agriculteurs, industrie agro-alimentaire et grande distribution.
68. La diminution de l'usage des pesticides était cité fin 2023 comme un sujet d'inquiétude par seulement 4% des agriculteurs interrogés, BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
69. L'enjeu des retraites est soulevé pour la première fois par Arnaud Rousseau lors de son plateau le 26 janvier et n'apparaît qu'ensuite dans une interview d'agriculteur au JT de TF1 sur l'ensemble du mouvement. L'enjeu lié aux pesticides n'est présenté comme une revendication du mouvement pour la première fois que dans le 20 heures du 28 janvier 2024.
70. <https://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2020-resultats-pour-l-ile-de-france-a2950.html>
71. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
72. BVA, Enquête agriculteurs, février 2024
73. Ce document de 2020 évoque plus de 100 000 adhérents retraités <https://www.yumpu.com/fr/document/read/65861108/rapport-dactivite-2020-fnsea>
74. Voir note 13.
75. Sur 100 000 exploitations disparues entre 2010 et 2020, les ⅓ de la diminution correspond à la disparition d'exploitations orientées élevage <https://vizagreste.agriculture.gouv.fr/evolution-du-nombre-d-exploitations.html>
76. <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/colere-des-agriculteurs-la-fnsea-et-les-jeunes-agriculteurs-appellent-a-suspendre-les-blocages-a499a496-c10c-11ee-a1e9-608ff5db04c2>
77. <https://www.vie-publique.fr/discours/292879-gabriel-attal-01022024-conference-de-presse-sur-les-annonces-agricoles>
78. <https://www.lardennais.fr/id568598/article/2024-02-13/agriculteurs-en-colere-pourquoi-les-producteurs-de-lait-manifestent-paris>
79. https://actu.fr/bretagne/bruz_35047/des-agriculteurs-en-colere-a-rennes-ciblent-le-site-agro-industriel-avril_60679404.html
<https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/colere-des-agriculteurs-la-confederation-paysanne-sinvite-dans-un-supermarche-a-saint-lo-4adeeca2-c73f-11ee-bd89-65961cacb703>
80. https://actu.fr/societe/manif-des-agriculteurs-en-occitanie-action-nocturne-contre-les-grandes-surfaces_60713258.html
<https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/colere-des-agriculteurs-des-manifestations-ce-lundi-avant-de-nouvelles-annonces-du-gouvernement-5984943>
81. <https://www.ladepeche.fr/2024/02/19/colere-des-agriculteurs-la-coordination-rurale-du-gers-prevoit-une-nouvelle-action-ce-mardi-11773310.php>
82. <https://www.lyoncapitale.fr/actualite/un-millier-de-ruches-deposees-au-coeur-de-lyon-par-des-apiculteurs-en-colere>
83. <https://www.fnab.org/les-bio-mobilises-face-au-recul-des-exigences-environnementales-dans-le-monde-agricole/>
84. <https://www.lardennais.fr/id568598/article/2024-02-13/agriculteurs-en-colere-pourquoi-les-producteurs-de-lait-manifestent-paris>
85. <https://www.centrepresseaveyron.fr/2024/02/22/colere-des-agriculteurs-une-centaine-de-tracteurs-debarquent-a-rodez-rassemblement-pique-nique-marche-funeraire-a-quoi-sattendre-ce-jeudi-pour-circuler-11780302.php>
86. <https://www.vie-publique.fr/discours/293101-gabriel-attal-21022024-crise-agricole-et-souverainete-agricole>
87. <https://www.la-croix.com/economie/direct-salon-agriculture-2024-debat-crise-agricole-fnsea-macron-aujourd'hui-20240224>
88. <https://www.lunion.fr/id573073/article/2024-02-25/les-prix-planchers-ne-convainquent-pas-au-sommet-de-lecosysteme-agricole>
89. <https://www.lunion.fr/id573073/article/2024-02-25/les-prix-planchers-ne-convainquent-pas-au-sommet-de-lecosysteme-agricole>
90. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/prix-planchers-ces-agriculteurs-qui-revent-de-diffuser-le-modele-lidl-2079152>
91. https://rmc.bfmtv.com/actualites/politique/rejet-du-traite-cetau-senat-jubilation-chest-les-eleveurs-consternation-chest-les-exportateurs-de-vin_AD-202403210906.html
92. Une stratégie qui se retrouve également dans les fédérations départementales de la FNSEA, voir Hobeika
93. <https://www.ladepeche.fr/2024/02/23/colere-des-agriculteurs-une-provocation-inacceptable-on-vous-explique-la-polemique-entre-la-fnsea-et-les-soulevements-de-la-terre-11782872.php>
94. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024

Conclusion

95. <https://fr.slideshare.net/IpsosFrance/enquete-ipsos-aupres-des-francais-et-des-agriculteurs>
96. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
97. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806717>
98. <https://www.cairn.info/campagnes-contemporaines--9782759225156-page-23.htm>
99. Très bien détaillées dans une récente publique du CEP : https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/DOC-CEP18/CEP_Document-de-travail_18_Images-et-repr%C3%A9sentations-de-l-agriculture.PDF
100. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
101. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
102. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
103. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7726965>
104. BVA, Perception de la représentation agricole par les agriculteurs dans un contexte de revendications, mai 2024
105. 60% précisément <https://www.credit-agricole.fr/agriculteur/conseils/magazine/tout-un-mag/les-non-issus-du-monde-agricole-nima-avenir-de-agriculture.html>